



CANADA

DECLARATIONS ET DISCOURS

DIVISION DE L'INFORMATION

MINISTÈRE DES AFFAIRES EXTÉRIEURES

OTTAWA - CANADA

N° 70/8

LE CAMBODGE

Déclaration du secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Mitchell Sharp, à la Chambre des communes, le 1^{er} mai 1970.

(1) A.M.

...J'ai pensé que la Chambre s'attendrait à une brève déclaration de ma part au sujet de la situation au Cambodge. Je suis certain que nous avons tous écouté le discours du président Nixon avec un sentiment de vive inquiétude. Évidemment, les décisions qu'il a annoncées étaient difficiles et très importantes à un moment critique pour nos voisins durement éprouvés, et à une période dangereuse pour le monde.

Avant le départ forcé de la Commission internationale de contrôle du Cambodge, nous étions au courant, à titre de membre de la Commission, des sorties faites en territoire cambodgien par le Vietnam du Nord, et nous déplorions l'impuissance de la Commission internationale de contrôle devant cette situation, en dépit de nos efforts soutenus pendant de longues années...

Depuis le début du conflit au Vietnam du Sud, comme nous étions membre de la Commission, un de nos objectifs a été d'essayer de soustraire le Cambodge aux effets de la guerre. Pour y arriver, nous avons voulu que la Commission internationale de contrôle examine la demande que lui avait faite en 1966 le Gouvernement du Cambodge de surveiller les frontières et les ports cambodgiens.

En 1967, nous avons tenté de renforcer la Commission en lui suggérant d'accepter une offre d'hélicoptères que le prince Sihanouk avait proposé aux États-Unis de fournir à la Commission internationale de contrôle. Nous avons essayé en 1968 de faire entreprendre des enquêtes par la Commission sur la présence de troupes nord-vietnamiennes et vietcong dans la région même de "Bec de canard", qui est maintenant soumise à des opérations militaires, sur la foi de témoignages qu'avaient fournis le Gouvernement cambodgien et le prince Sihanouk lui-même et qui, à première vue, semblaient fondés.

Si nous avions convaincu nos collègues de la Commission de prendre ces mesures, la Commission internationale de contrôle aurait au moins pu signaler l'ampleur de l'intervention communiste vietnamienne au Cambodge, qui a incité la réaction actuelle des États-Unis et du Vietnam du Sud, et elle aurait même pu contribuer à éviter la présente tournure des événements.